
Les migrants boliviens dans le secteur de la confection à São Paulo : les effets des cadres juridiques

*Bolivian Migrants in the São Paulo Garment Industry: The Impact of Legal
Frameworks*

*Los inmigrantes bolivianos en la confección de ropas en San Pablo: los efectos de
los cuadros jurídicos*

Dominique Vidal



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/remi/6230>

DOI : 10.4000/remi.6230

ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2012

Pagination : 109-126

ISBN : 979-10-90426-06-1

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Dominique Vidal, « Les migrants boliviens dans le secteur de la confection à São Paulo : les effets des cadres juridiques », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 28 - n°4 | 2012, mis en ligne le 01 décembre 2015, consulté le 18 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/remi/6230> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.6230>

Les migrants boliviens dans le secteur de la confection à São Paulo : les effets des cadres juridiques

❖ Dominique Vidal¹

À partir d'une enquête sur les migrants boliviens dans le secteur de la confection à São Paulo, cet article se propose de montrer comment les formes de leur insertion dans cette métropole manifestent un ensemble de changements qu'a connus le Brésil au cours des deux dernières décennies².

La place de ces migrants gagne en effet à être appréhendée en tenant ensemble les conséquences de la croissance de l'économie brésilienne, de l'émergence de nouveaux modes de consommation et des modifications de l'action publique. Durant cette période, l'élévation du pouvoir d'achat de la population s'est en premier lieu traduite par un accroissement de la consommation de vêtements. Mais ce phénomène réside aussi – et c'est là une dimension négligée dans la littérature – dans l'importance que le suivi de la mode occupe désormais au sein des couches populaires. En se focalisant sur les processus structurels qui rendent compte de la forme du capitalisme, l'émergence de mouvements sociaux et le développement de la violence en ville, les grilles de lecture qui ont prévalu ou dominent toujours l'étude des questions urbaines au Brésil ont accordé peu de place à cet aspect de la vie des citoyens. Or la dynamique de l'imitation et de la distinction dans laquelle, voici plus d'un siècle, Georg Simmel (1989) voyait l'origine de la mode s'exprime dans leurs pratiques de consommation. La rapidité avec laquelle se diffusent dans la région métropolitaine de São Paulo des modèles à l'origine destinés aux consommateurs des couches supérieures est à cet égard un des signes évidents de ce mouvement (Kontic, 2007). Dès qu'ils connaissent un premier succès, ils sont très vite reproduits et fabriqués en grande quantité, généralement de moindre qualité. On les retrouve alors aussitôt chez les grossistes des quartiers péricentraux de São Paulo où

1 Professeur de sociologie, Laboratoire URMIS (UMR 205, Migrations et société), Université Paris Diderot, case courrier 7027, 75205 Paris cedex 13 ; dominique.vidal@univ-paris-diderot.fr

2 Cette enquête a été réalisée entre 2009 et 2012, au cours de différentes missions d'une durée de dix-huit semaines au Brésil et en Bolivie. Les matériaux ont été recueillis par observations, par entretiens et à l'occasion de conversations informelles avec des migrants, des Brésiliens résidant ou travaillant dans les mêmes quartiers, des propriétaires d'ateliers de couture et de magasins de vêtements, des fonctionnaires de l'inspection et de la justice du travail, de représentants syndicaux, des responsables associatifs et des membres d'organisations non gouvernementales.

s'approvisionnent des commerçants qui viennent de l'ensemble de l'État de São Paulo et des États voisins du Minas Gerais et du sud du Brésil, un marché potentiel de près de 80 millions de consommateurs. Grandes enseignes comme petits détaillants, les distributeurs se voient contraints de réassortir constamment leurs rayons pour satisfaire les demandes d'une clientèle qui goûte d'autant plus les attraits de la nouveauté qu'elle redoute de paraître démodée. En répondant rapidement et à moindre coût aux exigences du marché, la multiplication des ateliers de confection où s'emploient des immigrants, comme entrepreneurs ou comme ouvriers, résulte de cette accélération des cycles de la mode qui poussent à la production de séries courtes. En cela, l'industrie de l'habillement à São Paulo obéit à la même logique que celle d'autres grandes métropoles (Waldinger, 1986 ; Green, 1998 ; Rath, 2002a). « La sous-traitance, comme l'écrit Nancy Green, offre de multiples avantages. En tant qu'organisation, elle permet l'ajustement de l'offre à une demande capricieuse. Pour les fabricants, elle transfère une partie des risques, des coûts et des responsabilités tout en évitant souvent des rigidités inhérentes au droit du travail et au syndicalisme. Pour les sous-traitants, c'est un moyen relativement commode de se lancer dans les affaires. Les coûts d'entrée sont faibles, et les sous-traitants sont très souvent des immigrés qui embauchent d'autres immigrés » (Green, 1998 : 203).

Ce qui est en revanche notable et intéressant dans le cas de São Paulo concerne la façon dont différents cadres juridiques influent sur la position des migrants boliviens dans la confection, que ce soit en les constituant en figures d'une forme de travail à proscrire (le *travail esclave*) ou en contraignant leurs activités en migration. L'ensemble des régulations juridiques qui exercent un effet sur le secteur de la confection ne permet pas néanmoins d'aboutir à une interprétation univoque de la présence d'immigrants dans l'industrie de l'habillement. On le verra en s'intéressant dans un premier temps à ce que signifie travailler comme ouvrier dans un atelier de confection, en insistant en particulier sur les marges de négociation qui éloignent, ceux et celles qui les font fonctionner, de l'image d'esclaves que le sens commun plaque sur eux. On poursuivra en évoquant l'ouverture des frontières brésiliennes en trompe-l'œil qui limite l'installation des immigrants. On abordera alors les effets de l'action publique sur les producteurs et les vendeurs de vêtements issus de l'immigration bolivienne.

Travailler dans un atelier de confection

On ne peut comprendre la place des Boliviens dans l'industrie de l'habillement à São Paulo sans s'arrêter sur les ateliers de confection où ils se concentrent. On les trouve aussi bien dans la partie centrale de la ville, vieux quartiers d'immigration européenne et nordestine qui ont historiquement été des pôles de fabrication du vêtement, que dans ses banlieues proches et lointaines (Xavier, 2012 ; Souchaud, 2012b). Lieux de production installés dans des appartements et des maisons d'habitation, ils s'insèrent parfaitement dans une logique d'organisation de l'industrie de l'habillement de plus en plus fondée sur le circuit court et la réactivité. Ils correspondent également, aussi dures y soient souvent les conditions de travail, aux projets migratoires des Boliviens.

Une unité élémentaire et un point de départ

Pour s'en faire une meilleure idée, entrons donc dans un de ces ateliers de confection. C'est depuis cette unité élémentaire de la filière textile-habillement où débute généralement le séjour à São Paulo d'un migrant bolivien que l'on commencera à apercevoir les effets du droit sur ce secteur. Celui du couple formé par Alejandro et Mariana, quarante-deux ans et trente-huit ans, tous deux originaires de La Paz, se trouve dans un appartement situé au deuxième étage d'une rue passante du quartier du Bresser. De l'extérieur, seuls des câbles d'alimentation fixés au plafond le rendent identifiable depuis le trottoir à un œil exercé. Dans ces trois pièces vivaient et travaillaient six personnes quand je l'ai visité en 2011. Alejandro et Mariana ont une chambre à part, où s'entassent quelques meubles, des bobines de fil et plusieurs tas de pièces qui viennent d'être cousues ou attendent de l'être. Deux neveux du premier et deux jeunes hommes, tous entre vingt et trente ans et arrivés à São Paulo au cours des trois dernières années, se partagent les deux lits superposés de la pièce voisine. Dans ce qui constituait certainement un salon à l'origine, deux rangées de trois machines à coudre qui prennent les deux tiers des quarante-cinq mètres carrés, le reste de l'espace étant occupé par un canapé, une commode sur laquelle sont posés une radio et un poste de télévision, et deux tables, où Alejandro vérifie la qualité de chaque pièce qui vient d'être confectionnée. C'est aussi dans cette pièce que tous prennent les repas que prépare Mariana.

La région métropolitaine de São Paulo compte des milliers d'ateliers de confection de ce type – personne ne peut en dire le nombre précisément – dont le travail alimente la chaîne de la sous-traitance de laquelle dépend une partie du secteur de l'habillement. Certains, plus grands, font travailler plus d'ouvriers en période de forte commande et peuvent abriter plus de vingt machines à coudre. D'autres, installés dans de petits deux-pièces, n'en comptent que deux, une *recta* (« droite ») et une *overlock*, qui permettent de faire les points les plus demandés. Le nombre et le type de ces machines, et non le nombre d'ouvriers qui y travaillent, sont d'ailleurs les unités de compte qu'utilisent les acteurs du secteur pour dire les capacités de production d'un atelier. Sur les murs des quartiers du Brás et du Bom Retiro, au pied même des magasins des grossistes qui cherchent de quoi achalander leurs stocks, il est ainsi courant de voir des annonces comme celle, lue rue Xavantes en avril 2010 : « *On a besoin d'un atelier de couture, 6 machines, droite et overlock* ». Pareillement, celui qui se présente comme « patron d'atelier » (*dono de oficina*) parlera habituellement des machines dont ils disposent, achetées neuves ou d'occasion ou louées à un tiers qui n'en fait pas usage, avant – et seulement si on l'interroge à ce sujet – de mentionner le nombre de ses employés. L'embauche dépend en effet avant tout des besoins ponctuels en main-d'œuvre d'un atelier. Quand le temps presse pour honorer une commande, un *dono de oficina* peut s'assurer momentanément les services d'un ou plusieurs couturiers supplémentaires et les faire travailler, par rotation, sur ses machines, de même qu'il mettra au besoin à pied ses ouvriers habituels si l'activité vient à cesser. Un atelier peut être amené par exemple à assurer, en quarante-huit heures, la fabrication de cinq cents bermudas, en mobilisant quatre couturiers qui se relaient devant trois machines à coudre après qu'on leur a livré les pièces de tissu coupées. Son patron peut encore se voir demandé de n'assurer la couture que d'une partie des pièces (les ourlets des manches ou la fixation du col sur une chemise), le reste du vêtement (pose des boutons et des

étiquettes) ayant lieu dans un autre atelier équipé de machines pour le faire.

L'*oficina de costura* à São Paulo possède, à bien des égards, les traits du *sweatshop*, telle que l'a décrite l'abondante littérature sur l'industrie textile depuis l'Angleterre du XIXe siècle jusqu'aux ateliers qui, aujourd'hui, approvisionnent les boutiques de New York et Paris (Waldinger, 1986 ; Green, 1998 ; Ross, 2004). On y retrouve, de prime abord, les mêmes images : des locaux vétustes, mal ventilés, où, sous l'autorité d'un employeur, vivent et travaillent en un même endroit des hommes et des femmes, parfois avec leurs enfants en bas âge. Si les ateliers de couture de São Paulo disposent de machines autrement plus rapides que celles, mécaniques, du Londres décrit par Charles Booth, et si leurs ouvriers peuvent avoir accès à Internet, une telle comparaison est loin d'être sans fondement aucun. Comme il y a plus d'un siècle, il faut toujours y travailler sans relâche de longues journées durant pour espérer gagner un tant soit peu sa vie et ne pas perdre sa place. L'hygiène et la sécurité ne sont guère meilleures dans ces pièces bruyantes que la chaleur des appareils, ajoutée à des températures naturelles souvent élevées, transforme vite en étuves. Et si quelques ventilateurs soulagent ici et là ceux qui, devant leur métier, cousent les yeux fatigués sur l'aiguille et le dos courbé à se le rendre douloureux, ils véhiculent aussi un air lourd chargé de particules de tissu.

Pour répandue qu'elle soit, la notion d'*oficina de costura* n'en est pas moins imprécise que celle de *sweatshop* (Barraud de Lagerie, 2012). Elle désigne, d'une part, des lieux de confection à la taille et à l'activité très variables qui n'ont en commun que leur place dans la chaîne productive de l'industrie de l'habillement. Dans son sens littéral dans lequel elle est habituellement utilisée, elle tend, d'autre part, à masquer la diversité des tâches réalisées en son sein, en les ramenant à la seule couture. Or, s'ils en viennent tôt ou tard à se servir de machines à coudre, les employés des ateliers de confection de São Paulo consacrent aussi, comme cela a été observé ailleurs (Green, 1998 : 37), une partie non négligeable de leur temps de travail à d'autres activités : le ménage et le rangement d'un espace encombré et vite désordonné, le repassage des tissus avant qu'ils soient cousus ou emballés, le contrôle de qualité, la couture à la main de boutons de chemises, l'agrafage d'étiquettes, l'estampillage, la cuisine, la manutention de piles de vêtements.

Notons, par ailleurs, que l'*oficina de costura* ne serait pas le point de départ de tant de Boliviens à leur arrivée à São Paulo, s'il n'était pas aussi un espace où ils pouvaient aussitôt se rendre utiles le temps des quelques semaines que requiert la maîtrise minimale d'une machine à coudre. Passée cette période où il arrive qu'un migrant (ou une migrante) ne soit rémunéré que sous la forme d'un lit où dormir et de nourriture, il parvient généralement à gagner suffisamment pour subvenir à ses besoins et épargner de quoi envoyer à sa famille restée au pays ou financer un projet à son retour. Rares sont en effet ceux qui savent coudre en arrivant, mais la couture a justement ceci de spécifique d'être un apprentissage qui se fait bien plus par imitation de travailleurs expérimentés sur le lieu de travail que dans le cadre d'une formation de type scolaire³. Pablo, arrivé il y a cinq ans de la ville de Viacha dans le département de La Paz, se

3 Green (2012) cite l'historienne Laura Lee Downs sur le sujet.

souvent de ses premières semaines dans l'atelier qu'a monté à São Paulo un lointain cousin :

« Au début, je faisais un peu tout. Je faisais le ménage, j'aidais à la cuisine, j'étais aide-couturier (ayudante de costura), je préparais les tissus, je comptais les pièces, je balayais. Et je regardais, je regardais tout le temps. Quand il avait un peu de temps, mon cousin me montrait comment faire. Puis j'ai essayé. Au début, je faisais beaucoup d'erreurs, j'ai gâché du tissu, puis j'ai appris, et ça a été comme ça ».

Après avoir appris sur le tas, un couturier peut gagner plus de 300 euros par mois, en plus du gîte et du couvert assuré par son employeur, s'il est prêt à travailler jusqu'à seize heures par jour, six journées par semaine. Cette rémunération, légèrement en dessous du taux horaire du salaire minimum brésilien, n'en reste pas moins très supérieure à la centaine d'euros mensuels que, dans le meilleur des cas, les migrants boliviens pouvaient espérer gagner en Bolivie. L'*oficina de costura* ne peut donc pour cette raison être considéré uniquement comme un lieu d'exploitation sans vergogne d'une main-d'œuvre immigrée. Il est aussi une étape dans le parcours d'ascension sociale de nombreux immigrants qui, au prix d'un dur labeur, trouvent à y réaliser leur projet migratoire (Souchaud, 2012a : 80).

Le stigmate du travail esclave

Les conditions de travail dans les ateliers de confection les rendent en effet peu attractifs pour les Brésiliens des couches populaires. Une fois payés leurs frais de transport et de logement, beaucoup ont beau avoir un revenu disponible inférieur à ceux de nombreux couturiers boliviens, ils n'acceptent que rarement de se plier au mode de vie imposé par cette forme de production. Le fait de disposer de peu de temps libre pour leurs proches – en raison non seulement des horaires de travail, mais aussi de la localisation souvent éloignée des ateliers par rapport à leur lieu de résidence – contribue à les en tenir à l'écart, alors qu'il fait partie de l'acceptable pour les migrants boliviens. La place croissante de migrants hispano-américains, originaires du Paraguay et de Bolivie pour l'essentiel, s'inscrit au demeurant dans un contexte général caractérisé par les transformations du secteur de l'habillement et des changements socioéconomiques particulièrement sensibles à São Paulo (Souchaud, 2012a). La confection de vêtements est en premier lieu de moins en moins assurée à domicile ou dans de petites fabriques par des couturières brésiliennes, souvent venues à São Paulo du Nord-Est du Brésil. La diminution de ce flux migratoire interne a de plus entraîné une raréfaction des candidates à ce type d'emplois peu qualifiés et mal rémunérés. L'élévation du niveau de qualification de la population – particulièrement sensible dans les générations les plus jeunes – a, enfin, conduit beaucoup de Brésiliens à se diriger vers d'autres secteurs d'activité.

C'est toutefois plus encore le stigmate de « travail esclave » qui affecte les ateliers de confection à São Paulo qui en fait de véritables repoussoirs pour les Brésiliens. Depuis une dizaine d'années, la dénonciation des conditions de travail dans ce secteur de l'industrie de l'habillement fait périodiquement la une de l'actualité, au point d'être devenue un problème public. Dans ce discours formulé, selon des modalités légèrement différentes, par les médias, les syndicats patronaux et ouvriers, des ONG, l'inspection du travail et les

autorités municipales et fédérales, les Boliviens qui travaillent dans ces ateliers sont décrits comme formant une population captive des patrons d'ateliers. Ils ne parviendraient pas, dit-on, à échapper à leur emprise après avoir contracté une dette inextinguible en acceptant que ces derniers financent leur migration. Ils se verraient aussi contraints de travailler pour le compte de tiers, fréquemment présentés comme des « Coréens ». Il n'est pas le lieu de ce texte de revenir dans le détail sur la signification que revêt, chez ceux qui la développent, la métaphore de l'esclavage utilisée pour décrire les Boliviens travaillant dans la confection⁴. On n'en mentionnera seulement ici qu'un élément directement lié au droit. La représentation sous les traits de l'esclave des Boliviens de São Paulo ne se serait pas si facilement diffusée si elle ne renvoyait pas, dans l'imaginaire social, à la situation peu enviable dans laquelle se trouve celui que le droit social ne protège pas. Comme l'a abondamment documenté la recherche sur les milieux populaires au Brésil (Santos, 1987 ; Cardoso, 2010), l'accès à une forme limitée de citoyenneté sociale dans les années 1930, avec la mise en place d'un droit du travail et d'institutions de prévoyance sociale, correspond dans la mémoire collective à la fin effective de l'esclavage. Bien que son abolition ait eu lieu près de cinquante ans plus tôt en 1888, la création d'un salaire minimum, de régimes de retraite, d'assurances contre la maladie et l'accident, ainsi que la réglementation de la durée du travail, ont alors marqué une rupture, même si seule une partie des travailleurs des villes en ont alors bénéficié. Cet imaginaire dessine un idéal de l'inclusion sociale duquel les Boliviens de la confection restent non seulement à l'écart dans des ateliers où ce droit n'est que rarement observé, mais qu'ils semblent également refuser. C'est aussi pourquoi on entend constamment dire à propos des Boliviens qu'ils vivent « comme des esclaves ». Que ce soient ceux qui n'en ont jamais vu ou ceux qui en ont pour voisins, une majorité des habitants de São Paulo, indépendamment de leur classe sociale, véhicule ce sens commun qui fait reposer une pleine intégration sur la reconnaissance juridique d'un statut de travailleur offrant des protections.

Or, s'il commande la façon dont les Boliviens sont perçus à São Paulo, le stigmate du travail esclave offre en réalité une ressource dont ils disposent pour limiter les risques bien réels d'exploitation. La possibilité de dénoncer un patron d'atelier en situation irrégulière est en effet une arme à laquelle peut recourir un couturier qui s'estime maltraité par son patron. Ainsi beaucoup de dénonciations, qui donnent lieu à un contrôle de l'inspection du travail, émanent d'anciens ouvriers qui n'ont pas reçu ce qui leur avait été promis. Ces actions transitent souvent par une des organisations non gouvernementales qui apportent un appui juridique aux migrants internationaux. La plupart des dénonciations qu'elles reçoivent – lesquelles sont parfois suscitées par un autre patron d'atelier cherchant à éliminer un concurrent – ne donnent cependant pas lieu à l'intervention des pouvoirs publics. Les ONG ne les saisissent habituellement que lorsque leur médiation auprès du patron d'atelier indélicat a échoué. Si ce dernier accepte de régler ce qu'il doit ou au moins une partie quand il traverse une période difficile, elles abandonnent l'idée de le faire poursuivre, préférant chercher à ce que les ateliers se rapprochent de ce que stipule le droit. Elles agissent ce faisant dans une logique similaire à celle de l'inspection du travail, en s'employant à accroître la régulation juridique du secteur. Celle d'entre elles

4 Voir notre article (Vidal, 2012).

qui se dit la plus active sur ce front n'avait ainsi, en 2009, dénoncé que sept ateliers pour « travail esclave » et « trafic de personnes ».

Un monde de choix contraints et de négociations

Les parcours migratoires des migrants boliviens se caractérisent en outre bien davantage par des choix contraints et des négociations de gré à gré que par la domination absolue à laquelle renvoie la métaphore de l'esclavage. Faute de données statistiques sur la question, il n'est à ce jour pas possible d'établir avec précision qui fait exactement quoi et à quelles conditions dans les *oficinas de costura* de São Paulo. Les données que j'ai recueillies suggèrent toutefois qu'autour d'un noyau constitué par les patrons d'ateliers, généralement au Brésil depuis au moins cinq ans, gravitent une grande masse d'ouvriers. Ces derniers, âgés pour la plupart de dix-huit à vingt-cinq ans, restent rarement plus de trois ou quatre années dans la ville, avant de retourner vivre en Bolivie. Au terme d'un voyage en bus ou en train d'au moins quarante-huit heures et de parfois plus d'une semaine, ils sont entrés au Brésil par Corumbá dans le Mato Grosso do Sul ou, moins souvent, par le sud du pays, après avoir traversé le Paraguay. Ils sont venus pour travailler dans un atelier de confection, attirés par la perspective de gains importants au regard de ce qu'ils peuvent espérer en Bolivie. Comme Hernán, vingt-deux ans, depuis trois ans à São Paulo, ils ne se satisfaisaient plus de leur situation et ont pris pour cette raison la décision de migrer :

« La Bolivie me manque, ma famille me manque, la nourriture me manque, le froid me manque. Mais je ne voulais pas rester à La Paz. Il n'y a pas de travail où on gagne rien, à peine de quoi manger, tu peux rien te payer. Je veux une maison, je veux faire des études, je veux être père de famille, je veux donner à mes enfants ce que je n'ai pas eu. C'est pour ça que je suis parti ».

Ces migrants ont fréquemment pour voisins ou parents d'anciens migrants en Argentine ou au Brésil qui, à leur retour, ont pu faire construire une maison et monter une petite affaire qui suffit à les faire vivre d'une manière qu'ils jugent convenable. Ils rejoignent parfois à São Paulo des parents qui s'y sont installés et peuvent les faire embaucher dans un atelier. Ils ont aussi eu recours à une filière de recrutement qui, contre rémunération, les prend en charge depuis le point de départ et les met en relation avec le milieu de la confection, à leur arrivée. Si les conditions de travail qu'ils découvrent alors sont bien différentes de celles qu'on leur avait fait miroiter, il ne s'agit pas pour autant d'une « traite », comme l'affirment les pouvoirs publics, les syndicats et les ONG quand ils dénoncent ledit travail esclave. Tous sont venus avec la ferme intention de travailler dans la couture, sachant qu'ils gagneraient peu le temps de l'apprentissage et, s'ils ont déchanté, ils sont aussi parvenus, dans la plupart des cas, à améliorer substantiellement leur situation sur place.

Loin d'être à la merci du bon vouloir du patron d'atelier, les couturiers boliviens disposent d'ailleurs de marges de négociation de leurs conditions de travail. En effet, hormis les premiers mois de l'année où la production décline saisonnièrement, l'offre de travail ne manque pas. Sur les murs des magasins de la rue Coimbra, le principal lieu de rencontre des Boliviens de São Paulo, des centaines d'annonces murales indiquent simplement un quartier de la

ville (parfois une adresse précise), les conditions d'embauche et un numéro de téléphone. Le dimanche à la nuit tombante, place Kantuta, des dizaines de patrons d'ateliers, de nationalité brésilienne ou eux-mêmes immigrés, viennent chercher des couturiers, en leur présentant les modèles qu'ils devront confectionner tout en précisant le nombre de pièces à réaliser et la rémunération offerte. Les uns et les autres discutent alors longuement et, hormis les cas où un couturier est sans emploi, le prix payé à la pièce est d'ordinaire revu à la hausse par l'employeur. Celui-ci peut aussi rendre sa proposition plus intéressante, en offrant une chambre séparée où l'ouvrier pourra résider avec sa femme ou sa famille. Nombre de couturiers se tiennent par ailleurs régulièrement informés des offres d'emploi et n'hésitent pas à changer d'atelier quand ils estiment pouvoir aller vers meilleure fortune. Outre la perspective d'un revenu plus élevé et d'un logement plus spacieux, beaucoup cherchent aussi à se rapprocher des quartiers les plus centraux où se concentre une grande partie des Boliviens de la métropole et les lieux de loisirs. Il est au demeurant de l'intérêt d'un patron d'atelier de proposer les meilleures conditions de travail possible à ses ouvriers. Dans un secteur de l'économie où sa compétitivité et sa réputation commerciale dépendent étroitement de sa capacité à pouvoir répondre rapidement aux commandes des magasins, il lui faut limiter les risques de défection qui ralentiraient le rythme de la production. C'est même le fait de travailler dans cet univers d'interdépendances où un patron d'atelier se doit de pouvoir participer à la réactivité des donneurs d'ordre qui donne aux couturiers des marges de négociation, tant un atelier performant est celui qui peut à tout moment mobiliser des employés fiables.

Une ouverture des frontières en trompe-l'œil : l'usure du sans-papier

La présence de Boliviens dans la confection ne tient pas seulement à la croissance de ce secteur et aux possibilités de gains qu'il offre. Elle résulte aussi de changements dans la politique migratoire du Brésil (Souchaud, 2009). Une série d'accords régionaux facilite depuis quelques années la circulation et l'installation des citoyens du Mercosud (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay), du Chili et de la Bolivie sur leurs territoires. Celui signé le 7 octobre 2009 par le président brésilien Lula se donne notamment pour objectif de « combattre le trafic de personnes à des fins d'exploration de la main-d'œuvre et les situations qui se caractérisent par une dégradation de la dignité humaine ». Une procédure de régularisation des sans-papiers arrivés au Brésil avant le 1^{er} février 2009 a permis, entre le mois de juillet de la même année et janvier 2010, que plus de 41 000 étrangers (notamment, 16 800 Boliviens, 5 400 Chinois, 4 600 Péruviens, 4 100 Paraguayens et 11 100 Coréens) se voient décerner un titre de séjour provisoire. Cette mesure – qui s'inscrit dans le prolongement de lois similaires votées en 1981, 1988 et 1998 – est pourtant loin d'avoir véritablement entamé l'illégalité dans laquelle fonctionnent une grande majorité des *oficinas de costura* qui emploient des migrants. Beaucoup n'en ont pas entendu parler dans les délais, ou n'ont trouvé ni le temps, ni les ressources pour entreprendre la démarche. À partir de l'ethnographie de dispositifs de constitution de dossiers de régularisation mis en place par le consulat de Bolivie, la Pastorale du migrant et une ONG, j'ai également pu constater les difficultés rencontrées par beaucoup de demandeurs pour comprendre la procédure et réunir les pièces nécessaires.

Comprenant mal les formulaires rédigés en portugais accessibles sur le site de la Police Fédérale et dans l'incapacité d'administrer la preuve (par une quittance de loyer, une facture d'électricité ou d'achat) de leur résidence au Brésil au 1^{er} février 2009, souvent ils renonçaient. Ceux d'entre eux qui parvinrent néanmoins à obtenir un visa temporaire de deux ans ne purent obtenir un permis de résidence définitif, faute de pouvoir justifier d'un emploi légalement déclaré. La facilitation juridique du séjour des étrangers rencontrait là l'informalité massive des conditions de travail des migrants de la confection.

Tel est ainsi le cas de Víctor, vingt-quatre ans au moment où je l'ai rencontré pour la première fois en 2009. Dernier-né d'une fratrie de six garçons et deux filles, il a grandi à El Alto, la grande ville-dortoir installée sur les hauteurs qui dominent La Paz. Sa famille ne dispose pas des ressources suffisantes pour financer ses études supérieures qu'il espérait tant commencer après avoir été, affirme-t-il, « un des meilleurs élèves » de son lycée. Pour gagner sa vie, il travaille comme mécanicien dans un atelier géré par un de ses frères et un beau-frère. Après une dispute avec ce dernier qu'il dit préférer ne pas détailler (« des choses tristes »), il décide de partir pour São Paulo avec un de ses amis qui y a un cousin. À leur arrivée en 2009, celui-ci les héberge dans une pièce minuscule d'un petit atelier qu'il a monté avec sa femme à Guarulhos, une des villes mitoyennes de la capitale pauliste. Nourri et logé, il apprend à se servir d'une machine à coudre et estime gagner entre 200 et 350 euros par mois, selon le niveau des commandes de l'atelier, somme dont il cherche à économiser au moins la moitié dans l'espoir de pouvoir un jour se mettre à son tour à son compte. Deux ans plus tard, après l'avoir retrouvé, il est encore loin du compte. L'absence d'un emploi déclaré l'empêche, m'explique-t-il, d'obtenir un visa de résident permanent. S'il sait que le Brésil ne reconduit que très rarement à la frontière les Boliviens sans-papiers, il craint de ne pouvoir jamais régulariser sa situation, notamment en raison du montant exorbitant de l'amende qu'il pourrait être amené à acquitter pour séjour irrégulier. Et bien qu'il affirme disposer désormais d'une somme suffisante pour louer un appartement et acheter deux machines nécessaires à l'ouverture d'un petit atelier, il préfère ne pas se lancer dans cette entreprise de peur de perdre sa mise s'il était saisi. Sa vie à São Paulo a néanmoins changé au cours des deux dernières années. Il a quitté l'atelier du cousin de son ami où il était « exploité » et se sentait « humilié » par le rappel régulier de l'aide qu'on lui avait prodigué à son arrivée au Brésil. Il travaille maintenant dans le quartier du Bresser pour un autre Bolivien qui met à sa disposition une chambre indépendante où il vit depuis dix mois avec Milenca, une Bolivienne de La Paz qu'il a connue à São Paulo dans une église pentecôtiste fréquentée par des hispanophones. Tous deux espèrent monter leur atelier une fois qu'ils seront en règle et, après avoir gagné suffisamment d'argent, revenir s'installer en Bolivie où ils aimeraient devenir avocats ou enseignants.

Le projet migratoire de Víctor, tel qu'il l'énonce au cours de notre dernière rencontre, ressemble à s'y méprendre à celui dont m'a fait part la quasi-totalité des jeunes Boliviens que j'ai rencontrés à São Paulo. Dans les premières années de la migration, ceux-ci n'envisagent leur séjour au Brésil que comme un moyen pour accumuler de quoi revenir vivre en Bolivie. Ils viennent le plus souvent des grandes villes du pays qu'ils ont quittées, las de ne pouvoir trouver une occupation leur permettant d'échapper à la tutelle de parents. Ceux, nombreux, qui, comme Víctor, viennent de El Alto disent ne pas s'être résignés à occuper

des emplois mal payés, contrairement aux nombreux migrants ruraux qui se satisfont tant bien que mal de ce que leur offre cette banlieue de La Paz. Pourtant, comme les migrants des hautes et basses vallées de Cochabamba qu'a étudiées Geneviève Cortes, ils n'envisagent rarement de quitter leur pays qu'avec la ferme intention d'y connaître un retour glorieux, forts des ressources acquises pour subvenir à leurs besoins et acheter une habitation où ils ne connaîtront plus la domination d'un père ou d'un aîné (Cortes, 2000). Une très ancienne pratique de la mobilité pour faire vivre une famille restée au village – des campagnes vers les régions minières, des hauts plateaux vers les plaines et les villes boliviennes, ou de Bolivie vers l'Argentine – nourrit à n'en point douter le projet migratoire des couturiers des ateliers de confection à São Paulo. Même s'il ne s'agit pas d'une pratique migratoire qui se perpétue de pères en fils depuis plusieurs générations, beaucoup d'entre eux comptent un ou plusieurs migrants dans leur ascendance. L'espoir d'échapper à la pauvreté n'est toutefois pas la seule raison qui les a poussés à partir. Très souvent, en particulier parmi ceux qui ont atteint un niveau de scolarité élevée, ils disent aussi avoir voulu rompre avec l'ordinaire pour connaître un pays différent du leur, « plus moderne » ou « plus développé » selon leurs termes, à l'instar de ces migrants qui se définissent comme des aventuriers (Bredeloup, 2008). La richesse de São Paulo comparée au monde qu'ils ont quitté les a stupéfaits, racontent-ils, quand bien même ils doivent endurer de longues journées de travail et que la violence criminelle de la ville les effraie. Peu à peu, ils se font au Brésil et, si beaucoup font l'essentiel de leur sociabilité avec d'autres Boliviens, ils disent apprécier la vie au Brésil. C'est notamment aussi pourquoi ils passent fréquemment plusieurs années sans revenir en Bolivie et se contentent de conversations téléphoniques avec leurs parents.

L'usure guette toutefois ceux qui, faute de papiers, restent dans l'illégalité. Il est un moment où ils en viennent à douter de pouvoir jamais véritablement s'installer et de se trouver condamnés à toujours travailler dans un atelier pour le compte d'autrui. Vivre sans papiers ne les empêche certes pas de se faire soigner dans les postes de santé publique qui, selon eux, offrent des soins gratuits d'une qualité supérieure à ce à quoi ils auraient accès en Bolivie. Être des immigrés illégaux ne leur interdit pas non plus de scolariser leurs enfants dans les écoles de l'État de São Paulo. Une telle situation reste néanmoins difficile à vivre sur la durée⁵. Elle réduit tout d'abord leur mobilité entre le Brésil et la Bolivie, le contournement des postes frontière allongeant le temps des déplacements et limitant la possibilité de transporter des bagages. Sans la rendre impossible, elle réduit les chances de se mettre à son compte en ouvrant un atelier ou en se lançant dans le commerce. Comme nous le verrons dans la dernière partie de cet article, ces activités ne peuvent véritablement se développer si ceux qui les exercent demeurent complètement dans l'illégalité. Rester des migrants irréguliers les cantonne enfin dans une position subalterne, que ce soit dans la société brésilienne ou chez les Boliviens de São Paulo. Le mal du pays qui en pousse

5 La situation des migrants boliviens à São Paulo, même si elle s'en écarte à bien des égards, peut être ici rapprochée de ce que Sébastien Chauvin montre à propos des Mexicains en situation irrégulière aux États-Unis (Chauvin, 2009). Dans un contexte moins répressif qu'en Europe occidentale, l'illégalité n'est pas un marqueur d'illégitimité, mais une position qui peut être vécue comme temporaire avant d'accéder à un titre de séjour.

beaucoup sur les chemins du retour réside peut-être de ce fait moins dans l'inhospitalité du pays d'accueil et le manque affectif que crée l'éloignement que dans la lassitude éprouvée par la mobilité bloquée du couturier dans un atelier de confection. Beaucoup disent avoir pris la décision de repartir en Bolivie, après avoir vu faiblir leur énergie au travail, laquelle se traduisait par une chute de leur productivité et, donc, de leur revenu. L'enthousiasme des premiers temps, puis des premiers gains s'est, expliquent-ils, progressivement étioilé, et ils ne parvenaient plus à faire face à la concurrence de jeunes arrivés après eux. Ce moment aussi douloureux physiquement que psychologiquement les a fait fréquemment se sentir « vieux » et ils préféraient le rythme jugé plus lent du travail en Bolivie, même s'il est plus mal rémunéré. Ou, comme l'explique Daniel, trente-neuf ans, qui a ouvert à La Paz une « clinique de jeans » où il raccommode des vêtements déjà portés :

« Je ne supportais plus la vie à São Paulo [où il avait passé quatre ans], c'est pas comme ici. En Bolivie, on travaille plus calme, là-bas, c'est de sept le matin à neuf heures le soir. J'étais trop âgé, je maigrissais. Moi, je suis enrobé (gordito) de nature [il se tape sur le ventre, avec un air satisfait]. Les jeunes arrivaient, ils travaillaient, travaillaient, je ne parvenais pas à les suivre, c'était dur ».

Le droit, support de nouvelles étapes dans le parcours migratoire

Tous les migrants boliviens de la confection ne reviennent pas cependant en Bolivie. Si une partie de ceux qui restent continue de travailler comme couturiers, beaucoup cherchent tôt ou tard à se mettre à leur compte en ouvrant un atelier et, de plus en plus souvent, se lancent dans le commerce. Dans tous les cas, ils rencontrent, là encore, le droit brésilien et doivent adapter leur activité aux cadres institués.

Devenir indépendant

Il est un mot par lequel les Boliviens de São Paulo indiquent le tournant décisif que représente le passage du statut d'employé dans la confection à celui de patron d'un petit atelier de couture : *indepentizar*, soit devenir indépendant, ou, plutôt, prendre son indépendance. Gustavo, trente-sept ans, arrivé à São Paulo de Cochabamba en 1998, évoque cette étape survenue six ans plus tard aux termes de quelques aléas. Il avait en effet essayé de se mettre à son compte deux ans seulement après son arrivée au Brésil où il avait appris le métier de couturier chez un compatriote auquel des commerçants coréens du quartier de Bom Retiro sous-traitaient la confection de chemisiers et de robes. Avec ce qu'il a épargné « centime après centime », il achète deux machines et loue une grande pièce où il vit avec sa compagne, Carmen, avec pour seuls meubles un matelas, une table et une chaise bancale. Tous deux travaillent alors « jour et nuit » pour ces mêmes Coréens quand les capacités de production de l'atelier ne suffisent plus à répondre à la demande. Après cinq premiers mois florissants au cours desquels ils ont fait venir de La Paz une jeune sœur de Carmen, ils n'ont subitement plus de commande et, incapables de payer leur loyer, revendent leurs machines et retournent travailler comme couturiers dans un autre atelier. Sept mois plus tard, ils échouent de nouveau, en moins de trois mois, à se

mettre à leur compte et redeviennent des ouvriers de la confection payés à la pièce. Un an passe, et cette fois avec un autre couple de Boliviens, ils acquièrent trois machines et parviennent à tirer profit d'une demande en hausse. Chaque couple acquiert ensuite son propre atelier, tout en s'épaulant quand il y a une commande en urgence. Gustavo et Carmen avaient en août 2011 cinq machines dans un appartement de trois pièces dans le quartier du Bresser où ils vivent avec deux cousines de Carmen. À l'occasion, de fortes commandes, ce sont un ou deux couturiers qu'ils recrutent pour leur prêter main-forte. Ils ont deux enfants, de sept et quatre ans, tous deux nés à São Paulo, des « Brésiliens », disent-ils non sans fierté, avec lesquels ils ne sont jamais allés en Bolivie. Ils n'ont d'ailleurs maintenant plus de projet de retour, mais songent plutôt à commercialiser eux-mêmes leur production à l'avenir, afin de gagner plus d'argent, d'acheter une petite maison en banlieue et de scolariser leurs enfants dans de bonnes écoles.

Être parents d'enfants nés sur le sol brésilien a surtout facilité la légalisation du séjour au Brésil de Gustavo et Carmen. L'obtention d'un visa de résident permanent leur a permis d'ouvrir un compte bancaire et, à plusieurs reprises, d'emprunter de petites sommes et d'acheter à crédit quand l'activité déclinait ou qu'un paiement se faisait attendre. C'est seulement, par ailleurs, après être sortis de la condition de sans-papiers que les patrons d'ateliers peuvent tirer leur entreprise de l'informalité, en obtenant un numéro au CNPJ, le Registre national de la personne juridique⁶. Tout en les obligeant au paiement de charges et d'impôts sur la partie de leur activité qu'ils déclarent, cette formalité leur permet aussi de travailler plus facilement pour de grandes marques et des enseignes de distribution. S'ils recourent souvent à différentes formes de sous-traitance, ces acteurs s'emploient aussi à éviter autant que possible d'être accusés de travail esclave en traitant directement avec des ateliers illégaux et préfèrent rejeter la responsabilité du recours à ces derniers à des intermédiaires dûment déclarés. Bien que les contrôles ne touchent qu'une petite partie de ce qui se fait, les risques en termes d'image ne sont pas négligés. Dans le Brás et le Bom Retiro, beaucoup de magasins de vêtements en quête d'ateliers précisent ainsi sur les annonces collées sur les devantures : « On cherche un atelier de couture avec CNPJ et déclaré auprès de l'État [de São Paulo] ». Cela ne les empêche assurément pas, si le besoin s'en fait sentir (ou pour garantir un bref délai de livraison) de recourir à des ateliers clandestins ou de trouver un arrangement avec un patron d'atelier pour que ne soit déclarée qu'une partie des pièces dont il a assuré la confection.

Mais l'important pour notre développement est ailleurs. Il tient aux règles juridiques qui régissent le secteur pauliste de la confection. Même s'il n'est que très imparfaitement respecté, le droit fournit un cadre qui permet aux différents acteurs de s'organiser, comme on peut l'observer dans d'autres domaines de l'économie (Noronha, 2000). Les ouvriers boliviens de la confection n'ont pourtant que rarement connaissance du droit social brésilien et, à notre connaissance, aucun d'entre eux n'a jamais poursuivi un employeur devant la justice du travail. Certains d'entre eux, installés depuis plusieurs années à São Paulo,

6 Plus exactement, le droit brésilien « interdit [qui n'est pas Brésilien et vit au Brésil sans titre de séjour permanent] d'ouvrir une entreprise individuelle ou d'occuper un poste ou une fonction d'administrateur, de gérant ou de directeur d'une société commerciale ».

espèrent toutefois bénéficier un jour de cette protection juridique qui ouvre droit à l'assurance-santé et à la retraite ; un signe, s'il en est, de la diffusion en leur sein de l'imaginaire social brésilien. La crainte d'avoir ses biens saisis et de se voir infliger une lourde amende pèse en revanche constamment sur les patrons d'ateliers. L'inspection du travail a beau disposer de moyens limités pour surveiller la conformité à la loi, elle sanctionne régulièrement ceux qui enfreignent le droit du travail et les règlements sur l'hygiène et la sécurité. Concernant le secteur de la confection, sa politique consiste cependant moins à verbaliser qu'à obtenir un meilleur respect du droit dans la gestion des ateliers, en fermant les yeux sur certaines infractions si les employeurs consentent à faire un effort en ce sens. Elle pourra ainsi laisser un patron d'atelier embaucher plusieurs couturiers sans qu'ils soient en règle, s'il accepte d'isoler les câbles électriques qui sont dans la proximité de sources d'humidité. La décision de fermer un atelier n'intervient souvent que lorsque ce type de négociation n'est pas suivie d'effets ou que la violation du droit dépasse des limites qui sont jugées comme acceptables. Ces « médiations » sont présentées par ses promoteurs au niveau régional comme participant du « dialogue social » (interview le 12 août 2009). Loin d'être totalement impuissante face au secteur de la confection, l'inspection du travail cherche à développer ses pratiques régulatrices par des interventions ponctuelles qui rappellent constamment sa présence, à défaut de garantir un strict respect de la loi⁷.

Les contraintes du droit pèsent également sur les différentes marques et les grands distributeurs qui redoutent de voir leur image ternie, au cas où ils se trouveraient accusés de participer au « travail esclave » via les ateliers de confection. Beaucoup ont déjà vu leurs noms mêlés aux spectaculaires contrôles organisés par l'inspection du travail, accompagnée par des médias qui annoncent à l'occasion que des migrants étrangers ont été « libérés ». Cet effet sur la réputation n'en contribue pas moins à favoriser un ajustement relatif des pratiques à des normes juridiques. Bien que, comme l'observe Pauline Barraud de Lagerie (2012), elle conduit de facto à faire reposer la responsabilité des entreprises non seulement sur le contrôle exercé par les pouvoirs publics, mais aussi sur les pratiques militantes des consommateurs qui peuvent sanctionner les contrevenants en achetant chez les concurrents. Les campagnes d'information des syndicats de travailleurs du textile cherchent également de la sorte à attirer l'attention sur ceux qui recourent de manière systématique aux ateliers clandestins et, s'il est indubitable qu'elles ne suffisent pas à les en détourner, elles les empêchent de s'en écarter démesurément.

Devenir commerçant

Une nouvelle étape de l'installation des Boliviens à São Paulo se manifeste dans leur présence croissante, bien qu'encore limitée, dans le commerce de vêtements. Ils s'engagent ce faisant sur la voie que les Coréens avaient empruntée avant eux, lorsqu'ils avaient progressivement délaissé la confection dans de petits ateliers pour mener cette activité plus lucrative (Buechler, 2004). Cela concerne pour l'essentiel des familles boliviennes arrivées à São Paulo depuis une dizaine d'années. Toutefois, elles ne renoncent que rarement à l'atelier qui leur a permis de consolider leur position, mais elles ajoutent aux

7 Sur l'action des inspecteurs du travail au Brésil, voir Pires (2009).

revenus tirés de la couture ceux de la vente. Des couples de Boliviens gèrent ainsi plusieurs petites boutiques du Brás qui écoulent des vêtements de qualité médiocre confectionnés dans l'atelier familial ou achetés à des compatriotes. Passer de la confection à la vente de vêtements, ou associer production et commerce, suppose, là encore, d'être dans la légalité. Plus visible, l'activité commerciale fait en effet l'objet de contrôles plus stricts, même si une part importante échappe à l'impôt. Cette évolution requiert aussi de disposer d'une épargne suffisante pour faire face aux fluctuations des ventes et pouvoir acquérir rapidement les produits qui se vendent le mieux, dès qu'une nouvelle tendance devient à la mode. Elle suppose enfin un savoir-faire alliant une bonne perception du marché et la capacité à accompagner au plus près ses transformations avec des connaissances en matière de législation et de gestion. La plupart des commerçants boliviens que j'ai rencontrés avaient d'ailleurs déjà été commerçants en Bolivie. Ils avaient repris cette activité, après avoir exercé dans la confection les premières années suivant leur arrivée à São Paulo. Cette donnée semble indiquer la nécessité de posséder en amont des compétences spécifiques qui ne s'acquièrent pas sur le tas.

Les Boliviens vendent aussi directement leur production à la *feira da madrugada* (la « foire de l'aube »), un marché nocturne qui se tient sur les trottoirs et la chaussée de plusieurs rues du Brás, du lundi au samedi, de trois heures à sept heures juste avant l'ouverture des magasins. C'est un autre haut lieu d'approvisionnement des petits détaillants de la région de São Paulo. Ils viennent y chercher moins chers car non taxés des vêtements importés d'Asie et du Paraguay ou confectionnés dans les ateliers de la région. C'est aussi une des étapes du circuit en bus des bonnes affaires à São Paulo que proposent des agences de voyages à des touristes venus de villes de la région et des États voisins. Selon notre estimation, environ trois mille points de vente occupaient l'espace de la *feira da madrugada* en avril 2010. Pour installer un stand avec une planche en bois, quelques tréteaux et des bustes de mannequins où sont exposés les modèles, il faut arriver tôt, bien avant l'arrivée des clients qui arpentent les rues, rarement avant cinq heures du matin. Tous ces commerçants se côtoient en bonne intelligence, qu'ils soient Brésiliens pour la majorité d'entre eux, Boliviens, Chinois, Paraguayens et Péruviens. Tous les jours de la semaine, ils s'installent bien souvent au même endroit que la veille. Celui qui arrive trop tard risque de voir sa place déjà prise, et il lui faut alors négocier un bout d'espace avec un voisin. Quelques voitures de police roulent au pas de temps à autre sur la partie centrale de la chaussée pour s'assurer de l'absence d'incident et rappeler qu'une voie doit rester libre pour permettre la circulation des bus qui desservent le quartier. Une rumeur, propagée par la presse, veut que l'ordre public soit en réalité assuré par des hommes de main du syndicat des vendeurs ambulants qui, comme il le fait pour les stands autorisés dans la journée, attribueraient des emplacements en contrepartie d'un dessous de table, comme il le pratique de jour sur certains marchés de la ville. Rien ne permet toutefois d'en attester. Quelques commerçants se souviennent bien de tentatives en ce sens, mais elles n'ont, disent-ils, pas duré. L'observation des lieux et des conversations répétées avec les commerçants conduisent à penser que le syndicat ne joue guère de rôle dans le fonctionnement de cette foire à ciel ouvert.

Ce qui mérite de retenir l'attention concerne la façon dont tous les protagonistes participent, chacun à leur façon, à la régulation de ce marché illégal. Les

vendeurs prennent place dans une relative tranquillité. S'ils arrivent tardivement ou sont nouveaux venus, ils s'installent généralement à une extrémité. Les voisins de stands se prêtent main-forte à l'occasion pour faire de la monnaie ou surveiller la marchandise de celui qui s'absente un instant. De son côté, la police laisse faire, excepté quand la municipalité décide d'interdire la foire quelque temps pour satisfaire les demandes des commerçants établis, inquiets par une concurrence qu'ils jugent déloyale. En général elle n'envoie ses hommes patrouiller qu'après sept heures. Les policiers n'interviennent que rarement pour qu'un vendeur plie bagage. De même qu'ils ne procèdent à la saisie de sa marchandise. Quand le jour se lève, chacun sait qu'il doit quitter les lieux et, quand une patrouille se montre après avoir fait ostentatoirement connaître sa présence, elle ne trouve sur les trottoirs que des hommes et des femmes en attente d'une camionnette pour enlever tréteaux et marchandises.

Conclusion

La concentration d'immigrants boliviens dans les ateliers de confection qui alimentent l'industrie pauliste de l'habillement s'apparente sur de nombreux points à ce qui a été observé dans de nombreuses métropoles d'Europe et des États-Unis depuis plus d'un siècle. À São Paulo aujourd'hui, comme à Londres, Los Angeles, New York et Paris, ce sont les derniers arrivés qui assurent la sous-traitance à bas prix et dans des conditions rarement conformes au droit du travail. Et comme ailleurs, le secteur de la confection permet à ceux qui ne parlent pas la langue de prendre place dans la société d'accueil par un premier emploi qui, même s'il est pénible et mal payé, s'apprend vite. La présence des Boliviens dans la production et le commerce de l'habillement est encore trop récente dans la capitale pour qu'il soit possible de prévoir ce qu'elle deviendra. Rien ne dit par exemple, comme l'ont fait avant eux les immigrants italiens, les Juifs d'Europe de l'Est et les Coréens, qu'ils laisseront peu à peu la place à de nouveaux venus, au fur et à mesure de leur installation. Si l'industrie de l'habillement connaît à São Paulo les mêmes changements qu'à Miami, Amsterdam ou Paris (Rath, 2002b), la mobilité ascendante qu'ont connue les précédentes vagues pourrait en effet se trouver bloquer.

En outre les cadres juridiques avec lesquels cette population doit composer ne permettent pas de dessiner son éventuelle trajectoire économique. La politique migratoire du Brésil autorise dans les faits le séjour des migrants internationaux à São Paulo, mais sans pour autant leur accorder le droit de s'installer facilement à leur compte et de franchir cette étape importante pour leur carrière. Si la crainte des patrons d'atelier d'être poursuivi pour travail esclave offre une ressource de négociation aux couturiers boliviens, dans le même temps elle contribue à les stigmatiser dans un pays où l'imaginaire d'inclusion sociale s'est construit par rapport à l'accès au droit du travail.

Les nombreuses conséquences des dispositifs juridiques auxquels sont confrontés les migrants boliviens mettent cependant clairement en évidence l'application différencielle de la loi par les pouvoirs publics. Comme le montrent Fischer et Spire (2009) dans leurs travaux sur *L'État face aux illégalismes*, la mise en œuvre différenciée du droit ne résulte pas seulement de l'action des fonctionnaires chargés de son application, mais des interactions entre différentes

catégories d'acteurs, y compris les auteurs de pratiques illégales. Les formes de l'insertion des Boliviens à São Paulo procèdent largement de l'entrecroisement des nombreuses logiques que suivent l'État fédéral, le pouvoir municipal, les syndicats, les ONG et les multiples intermédiaires de l'industrie de l'habillement. À l'instar du Brésil depuis la fin du régime militaire au milieu des années 1980, elles peuvent être décrites, selon les moments et selon l'angle d'analyse privilégié, comme le signe de l'échec de l'État de droit ou comme une conséquence de l'accroissement de la contrainte étatique sur la population. Ces effets contrastés de l'application différentielle de la loi suggèrent en tout cas que le monde dans lequel les Boliviens vivent leur migration au Brésil reste ouvert à des perspectives contrastées.

❖ Références bibliographiques

Barraud de Lagerie Pauline (2012) Le salaire de la sueur : un éclairage socio-historique sur la lutte *anti-sweatshop*, *Sociologie du travail*, 54, pp. 45-69.

Bredeloup Sylvie (2008) L'aventurier, une figure de la migration africaine, *Cahiers internationaux de sociologie*, 2, pp. 281-306.

Buechler Simone (2004) Sweating it in the Brazilian garment industry: Korean and Bolivian immigrants and global economic forces in São Paulo, *Latin American Perspectives*, 31, pp. 99-119.

Cardoso Adalberto (2010) *A construção da sociedade do trabalho no Brasil. Uma investigação sobre a persistência secular das desigualdades*, Rio de Janeiro, Editora FGV, 463 p.

Chauvin Sébastien (2009) En attendant les papiers. L'affiliation bridée des migrants irréguliers aux États-Unis, *Politix*, 87, pp. 47-69.

Cortes Geneviève (2000) *Partir pour mieux rester. Survie et mutation des sociétés paysannes andines (Bolivie)*, Paris, IRD Éditions, 414 p.

Fischer Nicolas et Spire Alexis (2009) L'État face aux illégalismes, *Politix*, 3, pp. 7-20.

Kontic Branislav (2007) *Inovação e redes sociais. A indústria da moda em São Paulo*, thèse pour le doctorat de sociologie, Universidade de São Paulo, 157 p.

Green Nancy (1998) *Du Sentier à la 7^e Avenue. La confection et les immigrés : Paris-New York, 1880-1980*, Paris, Seuil, 480 p.

Noronha Eduardo G. (2000) O modelo de relações de trabalho no Brasil, *Dados*, 43 (2), pp. 241-290.

Pires Roberto (2009) Estilo de implementação e resultados de políticas públicas : Fiscais do trabalho e o cumprimento da lei trabalhista no Brasil, *Dados*, 52 (3), pp. 735-769.

Rath Jan (2002a) Needle games: a discussion of mixed embeddedness, in Jan Rath, *Unravelling the rag trade. Immigrant entrepreneurship in seven world cities*, Oxford-New York, Berg, pp. 1-27.

Rath Jan (2002b) Sewing up seven cities, in Jan Rath, *Unravelling the rag trade. Immigrant entrepreneurship in seven world cities*, Oxford-New York, Berg, pp. 169-191.

Ross Robert J.-S. (2004) *Slaves to Fashion. Poverty and Abuse in the New Sweatshops*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 408 p.

Santos Wanderley Guilherme dos (1987) *Cidadania e justiça. A política social na ordem brasileira*, Rio de Janeiro, Campus, 138 p.

Simmel Georg (1989) [1904] *La mode. Philosophie de la modernité*, Paris, Payot, 331 p.

Souchaud Sylvain (2012a) A confecção: nicho étnico ou nicho econômico para a imigração latino-americana em São Paulo, in Rosana Baeninger Ed., *Imigração boliviana no Brasil*, Campinas, Nepo-Unicamp, pp. 75-92.

Souchaud Sylvain (2012b) L'importance des choix résidentiels des migrants internationaux dans l'organisation de l'industrie de la confection à São Paulo, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 28 (4), pp. 89-107.

Souchaud Sylvain (2009) Les périodes migratoires du peuplement au Brésil, de la fin du XIXe siècle à nos jours, *Hommes & migrations*, pp. 30-39.

Vidal Dominique (2012) La métaphore de l'esclavage et la figuration de l'altérité. Immigrants boliviens, métissage et ethnicité à São Paulo, *Critique internationale*, 57 (octobre-décembre), pp. 71-85.

Waldinger Roger (1986) *Through the eye of the needle. Immigrants and enterprise in New York's garment trades*, New York, New York University Press, 231 p.

Xavier Iara Rolnik (2012) A inserção socioterritorial de migrantes bolivianos em São Paulo. Uma leitura a partir da relação entre projetos migratórios, determinantes estruturais e os espaços da cidade, in Rosana Baeninger Ed., *Imigração boliviana no Brasil*, Campinas, Nepo-Unicamp, pp. 109-153.

Dominique Vidal

❖ Les migrants boliviens dans le secteur de la confection à São Paulo : les effets des cadres juridiques

À partir d'une enquête sur les migrants boliviens dans le secteur de la confection à São Paulo, cet article examine les effets de cadres juridiques sur les formes de leur insertion dans cette métropole. On le verra en s'intéressant dans un premier temps à ce que signifie travailler comme ouvrier dans un atelier de confection, en insistant en particulier sur les marges de négociation qui éloignent, ceux et celles qui les font fonctionner, de l'image d'esclaves que le sens commun plaque sur eux. On poursuivra en évoquant l'ouverture des frontières brésiliennes en trompe-l'œil qui limite l'installation des immigrants. On abordera alors les effets de l'action publique sur les producteurs et les vendeurs de vêtements issus de l'immigration bolivienne.

❖ Bolivian Migrants in the São Paulo Garment Industry: The Impact of Legal Frameworks

Based on a fieldwork on Bolivian migrants in the São Paulo garment industry, this article examines the impact of legal frameworks on the patterns of integration within the metropolis. First, we see what it means to work in a sweatshop and we focus on the margins of negotiations that make the sweatshops' workers not to fit with the stigmatized of slaves usually used about them. Second, we consider the Brazilian immigration policy that constrains the installation of immigrants. Third, we show the impacts of public action on Bolivian garment producers and sellers.

❖ Los inmigrantes bolivianos en la confección de ropas en San Pablo: los efectos de los cuadros jurídicos

A partir de una investigación sobre los inmigrantes bolivianos en San Pablo, este artículo analiza los efectos de diferentes cuadros jurídicos sobre las formas de integración en la metrópoli. Primero vemos lo que significa trabajar en un taller de costura, enfocando las márgenes de negociación de los obreros que hacen con que no corresponden a la imagen de esclavo con que la opinión pública los describe. Segundo, consideramos el modo con que la política migratoria brasileña restringe la instalación de los inmigrantes. Tercero, mostramos los efectos de la acción pública sobre los productores y los vendedores bolivianos.